

ENTRETIEN

“LA GAUCHE DOIT S’APPUYER SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE”



Manifestation contre la réforme des retraites le 23 mars 2023 à Paris.

○

Propos recueillis par **Véronique Radier** et **Pascal Riché**

Selon le politiste Vincent Tiberj, spécialiste des valeurs des Français, la droitisation de la société est “un mythe”. Les partis de gauche peinent pourtant à incarner des attentes – la solidarité, la tolérance... – devenues en France très majoritaires

Depuis la dissolution, la France semble avoir perdu toute boussole politique. Ce qui est clair, c’est que le RN a beaucoup progressé dans les urnes. Pourtant, dans votre livre, « la Droitisation française, mythe et réalités », vous affirmez que le glissement des électeurs vers le conservatisme est un mythe.

S’il y a bien une droitisation à l’œuvre, c’est celle des acteurs de notre vie politique, pas des citoyens. Les résultats des élections, marqués par une forte abstention, ne reflètent pas l’évolution de la société française. La droite et ses médias imposent des thèmes de débat, et de son côté, la gauche assume mal ses convictions. C’était criant lors de la dernière campagne : exceptionnellement courte, elle n’a pas permis d’aborder des questions comme les inégalités sociales, la redistribution, les impôts. Les maigres débats ont été dominés par l’insécurité et l’immigration. Mais ce que montrent les enquêtes sur les valeurs des Français ne va pas du tout dans ce sens : ils

sont devenus de plus en plus ouverts et tolérants vis-à-vis des minorités : immigrés, homosexuels, juifs... Et la demande d'égalité et de solidarité ne faiblit pas.

“LES ÉTUDIANTS LES PLUS POLITISÉS NE MILITENT PAS DANS DES PARTIS POUR CHANGER LE MONDE MAIS ENTRENT CHEZ OXFAM, GREENPEACE.”

Comment ce mythe d'une droitisation de la société s'est-il imposé ?

La mutation des médias a joué un grand rôle. Elle a été marquée par une polarisation d'une ampleur et d'une nature inédites. On a vu apparaître un bloc de titres de presse et de chaînes de télé qui se réclame du « peuple » et dénonce les élites « déconnectées » en s'affranchissant du pluralisme des opinions. Des essayistes qui se disent journalistes renforcent ce discours. Tous ces gens se confortent mutuellement et voudraient faire croire que leurs opinions sont majoritaires. Ils sont parvenus à rendre le vote RN légitime, acceptable, c'est ce qui a fait basculer certains dans les générations du baby-boom, qui résistaient jusque-là. Il sera sans doute difficile de les ramener vers les partis traditionnels. Or, leur participation aux élections reste forte, ce qui pèse sur les scrutins.

Cette droitisation du débat public a contribué à détourner des citoyens des urnes et à amplifier ce que j'appelle la « grande démission » des électeurs. Il ne faut jamais oublier que l'abstention est massive dans les classes populaires : 46 % des ouvriers n'ont pas voté aux dernières législatives.

➔ Bio express

Sociologue du politique, Vincent Tiberj est professeur des universités, chercheur au Centre Emile-Durkheim et à Sciences-Po Bordeaux. Spécialiste des valeurs, il vient de publier « la Droitisation française, mythe et réalités » (PUF, en librairie).

Le Nouveau Front populaire (NFP) est arrivé en tête, est-ce là l'expression d'une volonté de voir la gauche gouverner ?

Le NFP, en tant que formation capable de s'unir, plaît – enfin des partis qui pensent au-delà de leur propre organisation ! Mais chacune de ses composantes tient à un fil... Ce sont des partis aux ancrages populaires très faibles, centrés sur des professionnels. On le voit très bien au PS : il travaille beaucoup moins qu'autrefois.

La conception des programmes est confiée à des experts, sans souci du récit, de la stratégie. Leurs propositions ne sont ni cohérentes ni engageantes. Elles sont, elles aussi, nébuleuses. Le brouillard idéologique de la vie politique s'est encore épaissi à partir de 2017, lorsque Emmanuel Macron s'est présenté comme « et de gauche, et de droite » et a laissé penser qu'il n'y avait pas d'autre choix possible que celui du « cercle de la raison ». Or la politique, c'est faire des choix, confronter des intérêts antagonistes.

Sur les attentes économiques et sociales, la France ne reste-t-elle pas « sociologiquement de droite » ?

Les Français n'ont jamais été convertis au libéralisme en bloc. Et depuis les années 2010, la demande d'une réduction des inégalités s'est accrue. La droite avait contourné cette question en la sortant du cadre collectif pour la recentrer sur l'individu. C'est ce qu'a fait Nicolas Sarkozy dès 2007. Il ne s'agissait plus de faire de la redistribution sociale ou fiscale, de financer l'école, la recherche, le transport, les collectivités locales mais, pour chacun, de « travailler plus pour gagner plus ». On retrouve aujourd'hui cette même musique sur la question du pouvoir d'achat ou de l'école : on met l'accent sur des mésaventures individuelles (un mauvais établissement scolaire...), pas sur le désinvestissement dans les services publics. L'un des résultats de cette lecture de la société, c'est que nous avons perdu notre capacité à nous situer – riches, classes moyennes, populations pauvres. François Dubet le montre bien. Voyez ce débat sur l'augmentation des impôts des plus favorisés : on ne pense qu'on est riche au-dessus de 4 000 euros par mois, alors même que 93 % des gens gagnent moins ! Ce brouillage dans la perception des rapports sociaux explique en partie le vote RN. Il existe, particulièrement chez les électeurs de ce parti, une conscience « triangulaire », comme l'appelle le sociologue Olivier Schwartz : il y a ceux d'en haut (les élites), « nous les méritants », et, en dessous, les « cassos ». Et leur vision des « cassos » est racisée, selon Félicien Faury : ce sont les immigrés et leurs descendants.

La conscience ouvrière a-t-elle disparu ?

Cette conscience, elle se construit, elle ne se décrète pas. Or la solidarité d'atelier n'existe plus, qui permettait cette éducation politique. Les syndicats sont très faibles en France, très loin de leur poids en Belgique, en Suède ou en Allemagne, et les emplois sont devenus précaires et isolés. Les autodidactes qui autrefois venaient à la

politique par le monde du travail et la voie syndicale n'existent plus, et parmi les non-diplômés, ceux qui s'intéressent aux élections sont de moins en moins nombreux.

Il existe pourtant des pistes de revitalisation. Aujourd'hui les étudiants les plus politisés ne militent pas dans des partis, ils n'adhèrent plus au PS pour changer le monde mais entrent chez Oxfam, Greenpeace. C'est là que sont les forces vives de la gauche. Ils ne sont pas convaincus de l'intérêt qu'il y a à voter et préfèrent s'investir autrement : dans des collectifs, des associations... Plus largement, les abstentionnistes rejettent aujourd'hui l'ensemble de l'offre des partis actuels, y compris celle du RN, y compris celle de la gauche. Cela doit les interpeller.

Par quoi pourrait passer la revitalisation de la gauche politique ?

C'est aux partis, à ses représentants actuels qu'il revient de bouger. Ils ont un mal fou à se remettre en question. A peine le PS moribond gagne-t-il quelques voix aux Européennes qu'il n'est plus question de changer ! A mon sens, ils devraient apprendre à s'appuyer sur la société civile. Dans un parti comme Europe Ecologie-les Verts (EELV), 11 000 personnes ont voté pour choisir Marine Tondelier ; or le monde des associations engagées pour l'environnement réunit des millions de personnes ! Si les partis ne comprennent pas qu'aujourd'hui la pensée et l'action prennent forme dans ces mouvements, ils risquent de rester longtemps dans l'opposition.

Pourquoi sont-ils incapables d'incarner haut et fort les valeurs « de gauche » qui sont, comme vous le montrez, très partagées : tolérance des minorités, attachement aux services publics, égalité...

La parole de la gauche a été abîmée, et cette question n'est toujours pas résolue. Le bilan du mandat Hollande n'est toujours pas soldé.

Pourquoi cela prend-il tant de temps ? En 1997 le PS avait remporté les législatives seulement quatre ans après la bérézina de la gauche gestionnaire en 1993.

A l'époque, Lionel Jospin avait réussi à porter, autour des 35 heures et des régularisations, un programme très porteur, solidement ancré à gauche. Ce n'est pas encore le cas aujourd'hui. S'il a ensuite échoué en 2002, ce n'est pas sur son bilan ; mais dans les années qui ont suivi, le PS a continué à se demander s'il n'avait pas été assez « réaliste ». Et François Hollande a planté le dernier clou dans le cercueil. Ses

électeurs, qui pensaient vraiment « notre ennemi, c'est la finance », se sont sentis trahis. Dix ans plus tard, ils n'ont toujours pas oublié les lois El Khomri sur le travail, la déchéance de nationalité, les aides inconditionnelles aux entreprises comme le CICE [crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, NDLR]. Aujourd'hui, les électeurs n'accordent plus leur confiance sans recul ni analyse. Ce sont des citoyens diplômés, informés, critiques, tout particulièrement ceux qui se situent à gauche. On ne peut plus les balader, il faut les convaincre. En 2022, même si Jean-Luc Mélenchon avait reçu plus de 20 % des voix, moins de la moitié de ses électeurs se disaient prêts à voter La France insoumise (LFI) aux législatives qui suivaient. Son score ne reflétait pas une adhésion mais seulement le souhait de porter la gauche au deuxième tour.

La gauche pourtant peut s'appuyer sur son histoire, sur un récit de progrès...

Oui, et de ce point de vue, ressusciter le « Front populaire » était une brillante idée. Mais elle doit changer sa culture, ouvrir les portes et les fenêtres aux associations, aux initiatives des citoyens. Ce n'est pas simple, comme vient de le montrer l'exemple de Podemos en Espagne : ce mouvement voulait créer de l'horizontalité, mais il n'a pas pu empêcher que le pouvoir ne se concentre à nouveau autour de ses dirigeants. Le défi de l'horizontalité est plus grand encore en France, car dans nos institutions, tout le pouvoir est concentré autour d'individus : maires, présidents de communautés de communes, président de la République... Sans parler de notre mode de scrutin à deux tours et de notre élection présidentielle qui verrouillent tout. Même si ces législatives ont un peu ouvert le jeu, tout reste suspendu à un seul homme.

“LA GAUCHE DOIT SORTIR DE SA PARALYSIE AUTOUR DE QUESTIONS COMME LE MULTICULTURALISME, L'IMMIGRATION, LA REDISTRIBUTION SOCIALE.”

La gauche doit se mettre au travail mais en évitant les erreurs de diagnostic. Elle doit sortir de sa paralysie autour de questions comme le multiculturalisme, l'immigration, la redistribution sociale, et croire en ses valeurs. Si elle se laisse dicter les enjeux par la droite et l'extrême droite, elle ne pourra que continuer à perdre. Et pour ne pas se tromper sur ce que veulent les citoyens, elle devrait s'appuyer avec plus de confiance sur les travaux des sciences sociales. Je vous donne un exemple : la fameuse crise de l'intégration des personnes d'origine étrangère... est loin d'être avérée. Des

chercheurs comme Mathieu Ichou ou François Héran ont montré, qu'en réalité, leur niveau d'études, de qualification et le nombre des unions mixtes progressent de manière impressionnante.

Ce sont des éléments factuels sur lesquels la gauche devrait s'appuyer davantage. La France du « réel », les chercheurs la connaissent bien mieux que tous ces médias de droite qui prétendent la représenter. Les voix de la droitisation l'ont d'ailleurs bien compris, et c'est bien pour cela qu'elles attaquent sans cesse les chercheurs, sur leurs méthodes ou leurs prétendus biais. Elles savent que leurs travaux démentent le récit fantasmagorique qu'elles font de notre pays.